

Les Mardis de la Sorbonne

CIO des Enseignements Supérieurs

N°4 – Compte rendu de la conférence du 26 mars 2024

ETUDIER LA SCIENCE POLITIQUE DANS UN MONDE EN CRISE : DES ENJEUX TERRITORIAUX ET INTERNATIONAUX

LES INTERVENANTS :

Dorine BRANGET, Chargée de mission gestion locative et sociale – SOLIHA

Julien FRETTEL, Directeur de l'Ecole de la Science politique de l'Université Panthéon-Sorbonne

Fabrice HAMELIN, Maître de Conférence HDR en Science Politique, Directeur adjoint de l'IEP de Fontainebleau

Noham SETTBON, Etudiant de Master 2 en Politiques Publiques, parcours Politiques de Santé et Risques Environnementaux

Yves SUREL, Professeur de Science Politique, responsable du Master Politiques Publiques de l'Université Paris Panthéon-Assas.

CONCEPTION - ANIMATION :

Nahema BETTAYEB, Psychologue de l'Education nationale au CIO des enseignements supérieurs

Auriane DESBOIS, Psychologue de l'Education nationale au CIO des enseignements supérieurs

Julie LAVOIE, Psychologue de l'Education nationale au CIO des enseignements supérieurs

Les lycéens qui optent pour des études de science politique sont séduits par l'idée qu'elles ouvrent à des domaines variés. En effet, cette discipline forme au raisonnement en s'appuyant sur une solide culture générale qui embrasse l'histoire, la géographie, l'économie, la sociologie, le droit, la philosophie. La science politique permet d'appréhender de nombreux sujets qui touchent l'organisation et le fonctionnement des sociétés au niveau local et international.

Les grands thèmes d'actualité qui mobilisent les intérêts des lycéens et des étudiants sont nombreux: le développement durable, la transition écologique, les enjeux sociaux, les politiques de santé, les questions relatives à la cybersécurité, au big data ou à l'intelligence artificielle. Les lycéens s'engagent dans un cursus en science politique guidés par leur désir de participer à la vie démocratique et de contribuer à des changements positifs dans la société,

Situons la place de la science politique au sein de la réforme de 2019 du baccalauréat. Plusieurs enseignements de spécialité ont été créés dont un intitulé « Histoire Géographie Géopolitique et Science Politique » qui suscite un fort engouement chez les élèves.

En première, 37,1% des élèves optent pour cette spécialité. Elle fait également partie de la doublette la plus choisie avec SES, après mathématiques et physique Chimie. 28,1% des élèves de terminales réaffirment leur intérêt pour cet enseignement de spécialité. Ce grand intérêt est en lien avec l'objectif d'HGGSP : donner des clefs sur la compréhension du monde passé et contemporain sur le plan des relations sociales, politiques économique et culturel.

Les élèves sont séduits par l'aspect pluridisciplinaire des thématiques traitées: telles qu'« analyser les dynamiques des puissances internationales » en classe de première ou « environnement, entre exploitation et protection » en passant par « faire la guerre, faire la paix : formes de conflit et modes de résolution » en terminale. Ces thématiques sont au cœur des différentes crises actuelles. HGGSP donnent aux élèves une grille de lecture qui leur permet de se forger un sens critique pour mieux comprendre les grands enjeux du monde actuel.

Cet engouement ne se dément pas au moment où les lycéens formulent leurs vœux d'orientation sur la plateforme Parcoursup. En effet, les licences en science politique notamment à Paris sont en tête du classement avec des taux d'accès allant de 5 à 9%. Chaque année, entre 5600 et 7200 lycéens candidatent à ces licences d'excellence. En faisant le choix d'une licence en science politique, les étudiants cherchent à acquérir les outils qui leur permettront de comprendre les systèmes politiques, les processus de prises de décisions des gouvernements et de mieux appréhender les questions des relations internationales en contexte de crise. Par leur contenu pluridisciplinaire, les études de science politique amènent les étudiants à développer des compétences analytiques, une pensée critique pouvant être appliquées dans de nombreux domaines professionnels.

Cependant, force est de constater que pour un certain nombre d'entre eux, l'entrée dans les études en science politique à l'université ou en IEP est, parfois, synonyme de désenchantement. En effet, la représentation qu'ils en ont est construite à partir du programme de l'enseignement de cette spécialité qui reste une initiation.

Lors de cette conférence, les intervenants montreront quelle est la contribution de la science politique à la compréhension des crises, pour lesquelles les lycéens et les étudiants aspirent à jouer un rôle actif dans la recherche de solutions durables : crise politique, crise sociale, crise de l'école, crise du logement, crise sanitaire, crise environnementale, crise climatique, crise internationale. L'objectif est de guider les lycéens et les étudiants dans leur réflexion sur leur parcours académique et professionnel.

Monsieur Yves Surel, Professeur des Universités en Science Politique, Université Paris-Panthéon-Assas.

Yves Surel est professeur des universités en Science Politique, responsable du Master de Politiques Publiques à l'Université Paris-Panthéon-Assas.

Qu'est-ce que la Science politique ?

La science politique est une discipline des sciences sociales qui s'intéresse à des phénomènes dits politiques dans les sociétés contemporaines. Elle porte notamment un intérêt particulier à un certain nombre d'acteurs, d'institutions ou de processus qui participent à la régulation d'une société et donc parfois à la gestion des crises. Néanmoins, il est difficile de définir les contours de la discipline, tous les politistes n'ayant pas forcément la même définition.

M. Surel a choisi trois auteurs pour définir quelques objets de la science politique :

1) Aristote est l'un des premiers penseurs à s'être intéressé de manière systématique à des objets politiques, notamment avec sa typologie des régimes.

2) Alexis de Tocqueville¹, a proposé des analyses très fines sur ce qu'est un régime démocratique, de ce qu'est une société démocratique, en faisant la comparaison avec la situation aux Etats-Unis.

3) Elinor Ostrom, femme politique, prix Nobel d'économie a travaillé sur "les communs", c'est-à-dire les ressources collectives, plus précisément sur la question de la gestion de l'eau dans différentes communautés (incitations, sanctions ou régulation de la consommation).

La science politique s'intéresse à des sujets d'actualité. Les étudiants échangent sur une diversité de thèmes, comme par exemple : la politique étrangère avec la campagne actuelle des présidentielles aux Etats-Unis et la possible réélection de Donald Trump, des crises internationales : le conflit actuel en Palestine entre Israël et le Hamas ou encore la politique nationale avec la loi immigration.

M. Surel a travaillé par exemple avec ses étudiants au premier semestre sur la loi immigration afin de montrer comment il est possible de faire un pas de côté pour mieux saisir quels sont les enjeux. Il est important de montrer qu'il est nécessaire d'appréhender cette question par différentes phases. C'est donc travailler sur une politique publique, voir l'évolution de l'ensemble de règles qui essaient de régir ces populations. C'est aussi travailler par rapport à un contexte électoral : comment les différents partis se positionnent par rapport à cet enjeu, comment l'action collective essaye d'influencer le résultat de ces processus de réforme. C'est aussi considérer une dimension plus internationale, voir comment l'enjeu peut aussi avoir une résonance européenne, voir ce que cela implique dans les types de relations d'interactions entre la France et d'autres pays.

Faire de la science politique consiste à couvrir des domaines différents : la théorie politique, ce qui fait lien avec la philosophie, les relations internationales, la sociologie électorale, les politiques publiques et l'action collective ou encore la politique comparée (comparaison des régimes ou des systèmes politiques). La science politique suppose également de s'ouvrir à d'autres savoirs qui sont utiles à la compréhension de ces phénomènes politiques, comme le droit, la philosophie, la sociologie mais aussi l'économie ou la psychologie, qui sont tout aussi important pour mieux saisir la complexité des phénomènes politiques.

Pourquoi faire de la science politique?

Très souvent, les lycéens ne savent pas vers quelle filière s'orienter : la science politique peut être une bonne réponse, puisque c'est une formation généraliste qui ouvre à différentes possibilités de spécialisation. Elle permet de s'ouvrir à différents savoirs dans différentes disciplines.

¹ A travers ces deux ouvrages : De la démocratie en Amérique et l'Ancien régime et la révolution

Faire de la science politique peut aussi servir à faire de la politique, même si ce n'est pas l'objectif premier. Si on est authentiquement intéressé et déjà engagé dans la politique, cette formation universitaire a du sens. En effet, elle permet d'éclairer un ensemble de choix (comme le vote) et de comprendre quels sont les enjeux d'une société de manière complexe et pluraliste.

La licence de science politique débouche sur des métiers en rapport avec les affaires publiques en général, c'est-à-dire être fonctionnaire, travailler auprès d'élus, s'engager dans l'action politique et l'action publique.

Et enfin, la dernière motivation peut être celle que proposait Pierre Fabre, dans "Comprendre le monde pour le changer". La science politique sert à comprendre le monde et donc à essayer de peser sur des dynamiques sociales et politiques.

Parcoursup et Paris Panthéon-Assas

Dès la première année de la création de la licence, en 2019/2020, on a compté 4400 candidats pour 90 places. Vu la tension présente, le nombre de places a été augmenté en 2021 pour passer à 120. Le nombre de candidatures est passé à 7900, puis 8300 en 2022 et 7300 en 2023. Un nombre encore plus important de candidatures est attendu cette année.

Il n'est pas possible de travailler qualitativement sur ces 7300 dossiers, un algorithme est appliqué au niveau local qui prend essentiellement en compte les notes obtenues au lycée, en première et terminale, et certaines disciplines qui paraissent plus importantes sont affectées d'un coefficient plus important, comme par exemple *l'histoire, la géographie, le français ou la philosophie*. Un coefficient de 2 est appliqué à ces matières et toutes les autres sont affectées d'un coefficient 1. Ainsi, les dossiers des élèves qui s'intéressent de manière assez précoce à ces disciplines remontent dans le classement.

Ensuite, un fichier Excel permet de travailler plus finement sur les 700 premiers classés. Ce fichier fait également remonter une proportion de boursiers, puisque Paris Panthéon-Assas a fait le choix d'admettre environ 20% de boursiers dans la promotion. Ces 20% sont remontés parmi les 700 premiers classés.

L'Université Paris-Panthéon-Assas a comme projet de créer des doubles licences : droit/science politique, ainsi qu'en économie/science politique pour élargir l'offre de formation et diminuer le taux de pression présent sur la filière.

L'organisation de la licence à l'Université Paris Panthéon-Assas

La licence de science politique de Paris-Panthéon-Assas possède une spécificité avec des enseignements juridiques, en raison de son histoire en tant que Faculté de droit.

Pour l'instant, la première année de licence est assez hybride : droit et science politique sont présents de manière équilibrée. Cela permet à certains étudiants, qui au bout de quelques mois ont parfois une idée plus précise de ce qu'ils souhaitent faire, de passer facilement de science politique à droit par exemple. Une commission pour les réorientations inter semestre est mise en place. Ce schéma hybride permet une réelle fluidité et facilite la mobilité. Dans le prochain plan quadriennal, la licence de science politique sera peut-être moins juridique.

Ensuite, à partir de la L2 et jusqu'en L3, une spécialisation beaucoup plus orientée sur des cours de science politique est présente. Cette spécialisation va encore s'accroître dans le prochain plan quadriennal. La licence se compose de CM (Cours Magistraux) et TD (Travaux Dirigés). Du tutorat est également possible afin d'apporter un soutien méthodologique. On constate généralement un décalage entre les exercices demandés au lycée et les exercices demandés à l'université, les étudiants en sont parfois surpris. Pour le prochain plan quadriennal, l'intégration de cours d'économie est envisagée afin d'intégrer un pan social à la discipline et d'élargir le champ disciplinaire de la licence de science politique à Assas.

Le programme de la licence de science politique de l'Université Paris Panthéon-Assas : <https://www.assas-universite.fr/fr/formations/offre-de-formation/licence-science-politique>

Les masters à l'Université Paris-Panthéon-Assas

A Paris-Panthéon-Assas, trois masters sont ouverts aux étudiants de science politique :

- Master Politiques Publiques parcours Administration et politiques publiques dont M. Surel est responsable qui vise à former au métier des affaires publiques, de la fonction publique comme par exemple collaborateurs d'élus.
- Master Relations internationales parcours relations internationales (en partenariat avec Sorbonne Université) et parcours Défense et dynamiques industrielles.
- Master Science politique parcours Études politiques.

Les débouchés après un parcours en Science Politique

Une multiplicité de débouchés est offerte par ces masters. Les étudiants trouvent facilement un emploi à la suite du master Politiques publiques parcours Administration et politiques publiques. Les débouchés possibles sont :

- la fonction publique, française (locales et nationales), mais aussi internationale. A l'issue de Master de Politiques publiques, certains étudiants vont au Collège de Bruges pour se former aux études européennes, intégrer les institutions européennes comme la commission européenne.
- collaborateurs d'élus qui est un métier avec des enjeux très concrets
- des consultants qui peuvent faire l'évaluation de politiques publiques
- Engagement associatif, des lobbies ou encore des syndicats.

Monsieur Fabrice HAMELIN, Maître de conférences HDR en Science politique et directeur adjoint directeur des études à l'IEP de Fontainebleau.

L'IEP de Fontainebleau est le onzième institut d'études politiques. Il a été créé, en août 2022, par arrêté ministériel. L'IEP hérite de l'histoire relativement longue de la faculté de science politique de l'université Paris Est Créteil, qui s'appelait l'Ecole internationale d'études politiques. L'IEP de Fontainebleau compte actuellement 800 étudiants.

La science politique propose une diversité de parcours notamment à l'IEP de Fontainebleau.

Les formations de 1^{er} cycle universitaire :

L'IEP de Fontainebleau propose une offre de diplômes en études politiques orientées vers les sciences humaines et sociales et les sciences exactes et expérimentales. Parmi les étudiants certains choisiront de suivre un parcours assez classique autour des sciences humaines et sociales alors que d'autres vont associer à ces sciences humaines et sociales des sciences expérimentales, c'est-à-dire des mathématiques, de la physique, de la biologie. Ces formations ont été ouvertes en partenariat avec d'autres facultés internes à l'UPEC.

L'IEP propose plusieurs formations : Diplôme d'IEP (grade master) ; Licence de Science Politique ; Parcours Science Politique à l'International (L2 et L3 cette année) ; Parcours Science Politique ; Parcours Science Politique – Accès Santé (LAS) ; Parcours Préparatoire au Professorat des Ecoles (L1 et L2 cette année) ; Double licence de Science Politique ; Double licence ScPo/Histoire ; Double licence franco-allemande ; Double licence franco-italienne.

La dimension internationale est fondamentale. Les études en science politique sont pluridisciplinaires. On y étudie, entre autres, du droit, de la sociologie, de l'économie, de la science politique, de l'histoire.

L'entrée en formation : profil et sélectivité

On compte environ 5000 candidatures pour entrer en première année à l'IEP pour 235 places offertes au total. Ce sont des formations sélectives, par exemple pour la double licence histoire, science politique, l'IEP reçoit environ 1400 candidatures pour 20 places. Les étudiants de sciences politiques sont de bons lycéens au sens académique du terme.

Secteur géographique :

L'IEP recrute des étudiants de secteurs géographiques différents, par exemple pour la double licence 75% des étudiants viennent hors d'Ile-de-France.

Mention au bac et enseignements de spécialité du baccalauréat ::

La double licence histoire/sciences po compte 85% de mention très bien au bac, ce qui en fait une formation sélective.

Pour le diplôme d'IEP, 55% des étudiants ont suivi une spécialité SHS et une spécialité en science expérimentale en terminale, par exemple HGGSP et puis une spécialité sciences exactes (mathématiques, physique). Pour le diplôme d'IEP le taux de boursiers est de 30%.

Des études politiques : pour faire quoi ?

Un large panel d'activités et d'emplois, avec trois principales cibles professionnelles :

- 1) former aux professions attachées aux affaires publiques (métiers du politique, métiers du conseil, de la communication, administration publique, secteur non concurrentiel associatif, entreprises privées partenaires des organismes publics, journalisme...);
- 2) préparer une insertion dans la fonction publique (pas uniquement par la voie des concours),
- 3) initier à la pratique concrète de la recherche (professions exigeant le doctorat).

L'objectif est de former des futurs professionnels, efficaces et innovants pour des organisations publiques et privées. Ils devront être en capacité de faire face à la complexité des problèmes publics, de passer au cours de leurs carrières d'un secteur d'activité à l'autre (public, privé et associatif) grâce à une formation académique pluridisciplinaire. Ils devront être en capacité de comprendre à la fois les enjeux internes (politique nationale) et aussi les contextes étrangers, internationaux et mondiaux.

Après la Licence :

Les étudiants embrassent des carrières très différentes les unes des autres. La majorité des étudiants poursuit en master. Le master forme des étudiants qui sont capables de s'adapter à une société changeante. Ils sont capables de comprendre la complexité du monde qui les entoure. Ils sont formés aux questions de crise car ils travaillent effectivement sur les enjeux des politiques aujourd'hui, qui sont aussi les enjeux des politiques de demain

Les formations de 2ème cycle universitaire

L'IEP de Fontainebleau propose différents parcours aux étudiants : <https://iep-fontainebleau.u-pec.fr/masters>

- Master d'Administration Publique
- Master Politiques Publiques
- Master Etudes Internationales et Européennes
- Master Science Politique
- Double Master international

L'insertion professionnelle : stage et apprentissage

La dimension internationale est extrêmement présente dans les parcours de formation de l'IEP de Fontainebleau. Les étudiants suivent également des enseignements en anglais. Les cursus proposés sont très professionnalisants, notamment parce que, dès la deuxième année, un stage est obligatoire. Sur les deux années de master, les étudiants font quinze mois de stage ou d'alternance. Ils sont sur le terrain expérimentant la diversité des problématiques et des métiers.

Les étudiants suivent bien sûr un parcours académique en même temps qu'un parcours professionnalisant. Faire ses études en IEP, c'est aussi participer à des activités péri-académiques, extrêmement nombreuses. L'établissement organise des cycles de conférences toutes les deux semaines pour traiter de certains sujets liés à l'actualité. L'IEP passe des accords avec d'autres partenaires que des établissements d'enseignement supérieur, notamment, pour proposer à nos étudiants de master une semaine de formation aux spécificités du monde rural et aux changements du monde rural.

La convention citoyenne étudiante est une autre manière de plonger les étudiants de manière très concrète dans des questions qui sont fondamentales pour eux. L'IEP compte 14 associations d'étudiants aujourd'hui. Ces associations thématiques organisent des débats, des conférences, des visites à destination des étudiants.

Question à M.Hamelin :

Différences entre le profil d'un étudiant qui suit un parcours de cinq ans en IEP et celui d'un étudiant qui prépare la licence sciences politiques classique à l'université?

Les parcours sont très différents. Pour le diplôme d'IEP, parmi les attendus, une appétence pour les sciences exactes et expérimentales est requise. Donc, il est attendu que dans le cadre de leurs spécialités, une de ces disciplines ait été suivie car dans le cadre de leur formation les étudiants suivront aussi des enseignements en mathématiques, en physique, en biologie. Selon Monsieur Hamelin, les enjeux de politiques publiques passent par un dialogue éclairé entre les décideurs publics et des techniciens, des experts, des scientifiques. Il donne l'exemple de la pandémie mais cela peut s'appliquer à toute une série de sujets. Le parcours de licence de sciences politiques est vraiment davantage centré, voire exclusivement centré, sur les sciences humaines et sociales.

Monsieur Julien FRETTEL, Professeur des universités en science politique, Directeur de l'Ecole de la Science Politique, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Pourquoi la science politique à l'université ?

Les étudiants et étudiantes s'inscrivent à l'université Panthéon-Sorbonne pour suivre un cursus pur de science politique. Une confusion est parfois constatée chez certains lycéens et lycéennes au moment des Journées Portes Ouvertes, par exemple. Ils ont envie de suivre des études de science politique sans faire de la distinction entre « faire Sciences Po » ou des études de science politique. Comment se déterminer ? Si leur souhait est de toucher à toutes les disciplines, il vaut mieux aller vers des I.E.P. Le programme de la licence de Science Politique à l'université explore principalement la dimension scientifique de la science politique. 80% des enseignements sont de la

science politique, autour d'une dimension pluridisciplinaire avec des enseignements de droit, d'économie et de l'histoire.

Candidatures et offre de formation

L'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne propose une licence de science politique qui figure parmi l'ensemble de l'offre de formation francilienne sur le domaine. Entre 6000 et 8000 candidatures sont reçues pour la licence pure, ce qui correspond à peu près au nombre de candidatures aux double licences. L'offre de formation proposée sur l'Île-de-France est de très grande qualité lorsque l'on souhaite faire des études en science politique. Pour la licence pure, le recrutement est réservé exclusivement aux étudiants et étudiantes des trois académies de région parisienne, à l'exception des académies ne proposant pas de science politique. Seules les double licences proposées recrutent sur toute la France. La licence pure de science politique est donc, *de facto*, sélective lorsque l'on analyse le rapport candidatures/places, bien que l'offre de formation soit large et en constante expansion (peu d'académies sont dépourvues de formation en science politique).

Le plus important n'est pas forcément la licence mais bien les parcours de master, qui amènent une professionnalisation. 30 à 40% des effectifs de L3 quittent l'Université Panthéon-Sorbonne, non pas par déception mais par cohérence et continuité de leur parcours. Les parcours se redistribuent à l'issue de la licence, aussi bien au niveau des universités que des I.E.P. en France.

Le profil des étudiants et étudiantes est très spécifique, avec une forte politisation et un esprit de citoyenneté. L'intérêt pour la politique est très prononcé, avec des engagements associatifs, militants et citoyens. Cet intérêt pour la politique est facilitateur pour réussir ses études en science politique.

Les spécificités de la licence de science politique

Lorsqu'un étudiant s'inscrit en science politique, il doit être conscient du réel ancrage scientifique de la discipline qui se veut rigoureuse, méthodologique. Les étudiants et étudiantes sont amenés à se saisir de sujets polémiques, en les analysant de manière objective, par le débat et le prisme des différentes sciences sociales.

La science politique étudie donc le/la politique par l'histoire passée et le temps présent, par une initiation à la recherche scientifique, aux sciences sociales et aux apports pluridisciplinaires (droit, économie). Cela constitue une discipline très internationalisée, de par ses champs d'études, ses cadres théoriques, ses références bibliographiques et un cours spécialisé en langue anglaise par semestre. Une forte mobilité internationale est constatée : plus de la moitié des étudiants et étudiantes partent à l'étranger au moins un semestre, une LV2 est obligatoire en licence 1, avec étude de textes en langues étrangères (anglais, espagnol, arabe).

La continuité avec l'enseignement secondaire

De manière historique, une forte continuité existe entre les sciences économiques et sociales et la science politique. Il existe des connexions en termes de méthode (analyse de documents), de pluridisciplinarité et d'esprit critique.

Un lien plus évident apparaît peut-être avec le programme de science politique en sciences économiques et sociales plutôt qu'en Histoire Géographie Géopolitique et Sciences Politiques (spécialité H.G.G.S.P.). L'approche de la science politique enseignée par des historiens et géographes peut créer une distinction épistémologique importante avec la science politique enseignée par des politistes/économistes. Cette option a créé un appel d'air important, renforçant la demande en science politique. Pour autant, cette question épistémologique amène une confusion, le terme de Géopolitique² en étant un exemple. En première année de licence de science politique, un travail de déconstruction est nécessaire, pour permettre une initiation à l'étude des relations internationales en science politique. Les apports du lycée servent à aborder les questionnements et intérêts en science politique mais ne constituent pas des bases épistémologiques adaptées aux études supérieures.

² Terme employé en H.G.G.S.P. mais pas en études supérieures de science politique à l'Université Panthéon-Sorbonne.

La formation en science politique est constituée de blocs de connaissances spécialisées. Elle regroupe plusieurs disciplines des sciences sociales, comme la sociologie des comportements politiques (vote et action collective), la sociologie des relations internationales, la sociologie de l'Europe, les politiques publiques, l'histoire des idées politiques et de théorie politique, les enseignements d'ouverture (genre, religion, communication) et les méthodologiques des sciences sociales. Une vraie maîtrise des logiciels et une réelle connaissance du numérique (histoire de l'informatique, enjeux politiques et internationaux du numérique) sont nécessaires.

Quels profils attendus ?

Un bon niveau en classe de terminale est un critère important, avec des élèves armés dans les matières des sciences humaines et sociales. Un réel intérêt pour les sciences sociales et pour la politique est nécessaire. Les lycéens et lycéennes doivent savoir ce qu'est la science politique et présenter un projet de parcours de formation cohérent. Au niveau des qualités individuelles, une grande curiosité, un esprit critique, une appétence pour la théorie et les constructions intellectuelles mais aussi des engagements citoyens sont essentiels. Les enseignants ont également un intérêt pour les profils dits « aux marges » (reprise d'étude, bac technologique, changement d'orientation, etc.).

L'exemple de la crise climatique

Cette vignette réflexive a pour but d'illustrer de manière théorique et pratique comment la science politique traiterait de la question de la crise climatique. M. FRETTEL rappelle qu'à l'université Panthéon-Sorbonne, il existe un Master de Science Politique, avec 12 parcours dont un parcours « Transition écologique » qui vise à former des étudiants porteurs d'un regard sensible aux politiques publiques liées à ces questions écologiques.

M. FRETTEL propose un plan type pour traiter de la question de la crise climatique.

Tout d'abord, il propose une mise en perspective socio-historique des diagnostics et une attention portée sur les mots de la crise climatique. La déconstruction de ces représentations est essentielle en science politique, notamment au niveau du discours des décideurs et des personnes qui mettent en œuvre les politiques publiques. On se focaliserait aussi sur les experts et les corps de métiers en charge de la crise et de son alerte. Une attention particulière serait portée sur les controverses (nationales et internationales), par exemple celles qui opposent les climato-sceptiques au Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC) qui préconise des solutions écologiques en lien avec l'état climatique mondial.

M. FRETTEL, en sollicitant l'avis de M. SUREL, indique que l'on pourrait utiliser également les approches classiques de la construction des problèmes publics liés à la transition et les mises à l'agenda ministériel, gouvernemental, européen et international pour envisager des solutions à la crise climatique. Cette perspective serait axée sur l'analyse de l'action publique ou de la politique publique, en incluant non seulement les acteurs et actrices étatiques mais aussi les personnes qui sont co-productrices de l'action publique. La science politique insiste également sur la comparaison des phénomènes au niveau international, afin de considérer des trajectoires différentes.

La science politique s'intéresse également à la sociologie des mobilisations pour/contre le climat (désobéissance, ZAD, Eoliennes, etc.), elle se pencherait sur l'action des associations, des activistes qui cherchent à mettre à l'agenda la nécessité d'intervenir sur les questions climatiques. Il serait également possible d'analyser les mobilisations conservatrices, en faisant le lien entre les affinités écologiques et les orientations politiques dans le paysage français.

Ces questions sur le climat permettent de réfléchir de manière heuristique aux enjeux de la démocratie participative³, thème qui n'est pas abordé dans la programme de la spécialité HGGSP. La démocratie participative peut relever de l'action de l'Etat mais il peut s'agir aussi de la démocratie dite « sauvage », celle qui s'invente grâce aux citoyens dans des squats, dans des tiers-lieux, et qui fait évoluer la démocratie. M. FRETTEL propose souvent à ses étudiants et étudiantes de première année en licence de science politique une analyse du rapport des *Millennials* à la politique, en

³ Démocratie par le bas qui s'invente par les citoyens.

s'appuyant sur les travaux de Vincent TIBERJ⁴. Cette génération est décrite comme ne votant pas beaucoup, étant très intermittente dans son rapport au vote, ne croyant pas beaucoup dans les partis politiques, ne se reconnaissant pas beaucoup dans les différentes institutions mais étant très active et ayant beaucoup d'ambition/d'attente dans la démocratie participative. La question du climat est donc un très bon analyseur des transformations à l'œuvre dans notre démocratie.

Enfin, la science politique s'intéresse à la question des publics, des bénéficiaires et des citoyens ordinaires, des profanes de la politique, ceux sur qui se portent les politiques publiques. La science politique est attentive à ces questions d'inégalités d'usage et d'intérêt différents par rapport aux politiques publiques ou aux enjeux climatiques.

La transition Licence/Master

Pour faciliter la transition Licence/Master, plusieurs critères sont importants à prendre en compte. Tout d'abord, une licence de science politique réussie est nécessaire afin d'intégrer des masters en science politique. De plus, l'importance des stages et des expériences est primordiale, notamment car ils forgent une professionnalisation. Enfin, la motivation est très importante : s'investir dans son métier d'étudiant au travers d'un engagement citoyen et politique (activisme associatif) mais également l'exigence d'une articulation cohérente entre projet d'étude et la projection dans un secteur d'activité et des métiers pertinents pour le parcours de l'étudiant et de l'étudiante.

Quelles questions se poser pour entrer en master ?

Il est important qu'ils et elles puissent se questionner sur le secteur d'activité et les métiers souhaités mais aussi sur les méthodes scientifiques à acquérir pour y accéder. Une réelle réflexion concernant la cohérence de leur parcours universitaires et les évolutions de carrière attendues doit donc être menée. Il est important d'être conscient et consciente de ses appétences pour certains savoirs et aussi d'identifier clairement et objectivement ses savoir-faire pratiques.

Après un master de science politique

Un organisme est chargé d'évaluer l'insertion des étudiants et étudiantes de l'université Panthéon-Sorbonne après un master. Il s'agit de l'Observatoire des Résultats, de l'Insertion professionnelle et de la Vie Etudiante (ORIVE)⁵, dont les évaluations sont directement accessibles sur le site internet. Il produit des données sur l'insertion professionnelle, les poursuites d'étude, les types de contrat ou encore les salaires moyens en début de carrière. L'enquête 2021-2022 concernant la promotion 2019 indique un taux d'insertion professionnelle de 94%, avec 82% d'étudiants et étudiantes obtenant un emploi de niveau cadre, 74% ayant un contrat à durée indéterminée avec un salaire net médian de 2 384€. Il existe également des profils poursuivant leurs études, avec notamment de la préparation de concours (préparation ENA-INSP).

Les profils des étudiants et étudiantes qui s'insèrent dès la sortie de leurs études sont des métiers en adéquation avec leur formation, des métiers à responsabilité, des métiers de cadres et professions intellectuelles supérieures, avec des rémunérations relativement élevées et surtout des métiers qui apportent du sens (intérêt général, service à la collectivité, renforcement du lien social et politique).

Les étudiants et étudiantes ayant suivi un cursus en science politique exercent des métiers dans des domaines très variés. En effet, ceux-ci vont de la communication (publique, politique, territoriale, numérique, scientifique) aux métiers de l'international (diplomatie, militaire, économique, institutions), en passant par le journalisme, les fonctions publiques (État, collectivités, Europe), le consulting (chargé d'études, évaluation de l'action publique), l'ingénierie de la concertation, l'action humanitaire et développement, la transition écologique (concertation, médiation, valorisation, facilitation), l'enseignement (secondaire et supérieur), les métiers de la politique (collaborateur/collaboratrice, assistantat, cabinet, élu et élue) ou encore les métiers européens (fonctionariat, lobbying, expertise, plaidoyerfundraising etc.).

⁴ <https://www.babelio.com/auteur/Vincent-Tiberi/280909/bibliographie>

⁵ <https://data.pantheonsorbonne.fr/data>

Monsieur Noham SETTTON, étudiant de Master 2 en Politiques Publiques, parcours Politiques de Santé et Risques Environnementaux.

Après une licence de Science Politique à l'Université Paris Est Créteil, M. SETTTON effectue maintenant son master au sein de l'IEP à Fontainebleau. Il est actuellement étudiant en master 2 de Politiques Publiques de santé, parcours Politiques de Santé et Risques Environnementaux.

M. SETTTON avait de l'appétence pour l'histoire ainsi que pour l'économie et avait regardé les offres des licences de sciences politiques. Il exprime l'importance de se poser les questions suivantes pour déterminer ses choix : « *Dans quelle dominante réussissons-nous ? Où souhaitons nous nous diriger ?* »

Il s'est tourné vers l'université de Créteil pour le choix pluridisciplinaire qu'elle proposait : l'histoire, l'économie ainsi que les langues qui ont leur importance pour l'international.

M. SETTTON précise aussi qu'il a eu la possibilité d'effectuer deux stages tout au long de la licence dont l'un de ces deux stages est obligatoire. Il a effectué un stage au ministère de l'Europe et des affaires étrangères, plus précisément auprès du directeur de la mondialisation de la culture, des médias et de la recherche.

En 2022, il a effectué un autre stage au service local d'Action Sociale, Santé et Famille. Sa mission concernait surtout le maillage territorial, les contrats locaux de santé, le développement des nouvelles infrastructures, etc.

Par la suite, il a choisi le Master Politique Publique parcours risques de santé et risques environnementaux. Ce parcours propose des enseignements en politique publique et des enseignements en lien avec la faculté de santé. En dehors des périodes de cours, les étudiants sont en stage. Ils effectuent jusqu'à 15 mois de stage, plus précisément deux stages de 6 mois et un stage de 3 mois.

Le premier stage de master a été effectué auprès de la directrice générale de l'agence régionale santé Ile de France. Il avait pour mission d'écrire le plan de continuité de l'agence, c'est-à-dire comment s'organise l'offre de soin en cas de nouvelle crise sanitaire et donc faire un retour d'expériences sur ce qui s'est passé lors de la crise sanitaire. Il avait également pour mission de prévoir le maintien de plan d'activité de l'agence pour les futurs jeux olympiques et paralympiques, avec une difficulté : le manque de visibilité.

Avant de rejoindre la licence, M. SETTTON était déjà intéressé par les questions de secourisme et les questions associatives. Il a notamment été formateur secouriste à la protection civile parisienne de juillet 2017 à janvier 2024. C'est au sein de cette association qu'il a beaucoup appris sur la gestion de crise et la gestion de l'urgence, notamment à travers des collectes mises en place suite à la guerre en Ukraine. Il précise qu'il est aussi président de l'association "La Santé à Choisy"⁶ qui a vu le jour pendant la crise sanitaire. Il souligne ici, de nouveau le lien qui l'intéresse particulièrement entre le domaine santé et celui de la gestion de crise. Pendant la crise sanitaire, en étant en lien avec les professionnels de santé sur la ville, l'association a pu mettre en place un centre de consultation ambulatoire, ainsi qu'un centre de tests et un centre de vaccination. Depuis 2019, il est coordinateur d'une maison de santé qui va ouvrir. Pour cela, il fallut un temps pour monter et créer le projet puis le développer. Maintenant ce projet est lié à la CPTS⁷, dit communauté professionnelle territoriale de santé, qui s'est élargie sur un territoire de cinq communes.

Chaque parcours est différent et chacun cherche un stage correspondant à son profil. Le stage peut s'effectuer auprès d'un groupe humanitaire, d'une institution, d'un ministère local et peut être territorial, national, supranational. Une possibilité de stage à l'étranger existe ainsi que de l'alternance. De plus, M. SETTTON précise une option recherche offre la possibilité d'enseignements spécialisés sur la structuration d'une recherche et l'organisation de celle-ci.

⁶ <https://www.santechoisy.com/>

⁷ <https://sante.gouv.fr/systeme-de-sante/structures-de-soins/les-communautés-professionnelles-territoriales-de-sante-cpts/>

Il expose l'importance du réseau associatif. Ce réseau permet aux étudiants d'échanger entre eux notamment concernant les offres de stage. N'ayant pas tous les mêmes dates de stage, ce réseau leur permet donc de s'échanger entre eux les offres de stages susceptibles de convenir à chacun. Ce réseau est aussi utile pour retrouver des étudiants (Alumni) qui vont eux aussi pouvoir partager des offres de stage et partager leurs expériences. Les périodes de stage permettent de développer des compétences professionnelles mais aussi théoriques. Celles-ci nourrissent et affinent le projet futur.

« Il est dur d'échouer ; mais il est pire de n'avoir jamais tenté de réussir. » - Franklin Delano Roosevelt. Cette citation inspire M. SETTBON.

Madame Dorine BRANGET, Chargée de mission Gestion Locative Sociale, SOLIHA.

Dorine Branget travaille au sein de la fédération SOLIHA, un réseau d'associations présent sur tout le territoire métropolitain et ultra-marin. L'objectif de cette fédération est de promouvoir l'habitat durable et confortable à tous les ménages, et notamment pour les publics modestes et très modestes. Des agences immobilières sociales (AIS) font partie de ce réseau SOLIHA. L'objectif de celles-ci est de capter du logement dans le parc privé pour le mettre à disposition des ménages précaires.

La fédération SOLIHA pilote ce réseau d'agences immobilières sociales, Dorine Branget est en charge de piloter ces associations d'agences immobilières (AIS). Ses missions sont assez variées, puisqu'elles vont de la professionnalisation de ces agences immobilières à l'accompagnement de celles-ci face aux impayés de loyer par exemple.

Mission 1 : Développer le réseau d'AIS (Agence Immobilière Sociale) sur tout le territoire, création de nouvelles agences immobilières sur des territoires non couverts.

Mission 2 Le lobbying : faire du plaidoyer, aller voir les services de l'Etat et défendre les intérêts des AIS, comme par exemple payer le travail d'accompagnement social auprès des réfugiés ukrainiens qui arrivent sur le territoire français. C'est un travail avec les services de l'Etat, les agences de l'Etat type Agence nationale pour l'habitat (ANAH), ou encore la direction interministérielle à l'hébergement et l'accès au logement.

Son parcours : Bac Scientifique. Deux ans en Classe Préparatoire aux Grandes Ecoles en Lettres et Sciences sociales (avec une forte dominante en mathématiques). Ensuite, Mme Branget est entrée en deuxième année de licence bi-disciplinaire en Droit et Science Politique à l'Université de Lyon 2 . Pour s'ouvrir à une autre manière d'étudier, elle a décidé de partir en Erasmus pour sa troisième année de Licence et a dû faire le choix entre le droit et la science politique, et a donc choisi la science politique (en envisageant les IEP à l'issue).

Elle est partie en Erasmus pendant 1 an à l'Université de Malte, ce qui lui a permis de découvrir le monde des relations internationales puisque cette université était centrée sur cette thématique. Elle a poursuivi son Master en Carrières internationales : M1 Sécurité & Défense à Lyon 3 puis M2 Droit public, Carrières Internationales à l'Université de Clermont Ferrand, avec une ouverture plus associative et aux instances internationales et humanitaires.

Mme Branget a effectué deux stages :

1) Dans un centre de recherche à Budapest auprès d'un chercheur sur la politique internationale menée par la Turquie au moment de la crise migratoire avec le développement de l'Etat islamique en Syrie.

2) Au Ministère de la Défense, à Paris, en tant que civile de la Défense au sein du Bureau de la Coopération Internationale qui est en charge de piloter les relations entre le ministère et l'OTAN. Elle n'a pas préféré continuer dans ce domaine et a souhaité s'orienter vers l'humanitaire.

Ses expériences professionnelles :

1) Association franco-sénégalaise en tant que chargée de levée de fonds, qui lui a permis de voir la réalité du terrain au sein des ONG.

2) Samu Social de Paris, en tant que chargée de formation et d'observation (offre dont elle a eu connaissance par son réseau créé à l'Université : Dorine Branget souligne l'importance du réseau associatif présent à l'Université). Dans chaque département, l'Etat a mis en place un service : SIAO (Service Intégré de l'Accueil et de l'Orientation). Celui-ci s'occupe de mettre en relation les places d'hébergements d'urgence, logements d'insertion et les demandes. Madame Branget était en charge de produire des données objectivées et donc de pouvoir expliciter quel était l'état de la demande à l'instant T et quel était l'état de l'offre à l'instant T, pour ensuite construire un plaidoyer.

Les nombreuses compétences acquises au long de son parcours professionnel, et en science politique, lui ont été utiles pour s'adapter rapidement à ce poste dans le domaine du social qui possède ses propres codes et acronymes. A son sens, la science politique développe la remise en question et l'analyse (ce qui dans ce contexte d'analyse de chiffres était nécessaire). Son travail était de questionner les personnes qui avaient rentré la donnée dans le logiciel de suivi.

3) Chargée de mission Gestion Locative eu sein de SOLIHA, son poste actuel. C'est aussi grâce à son réseau professionnel, qu'elle a eu connaissance d'une ouverture de poste à la fédération SOLIHA.

En tant que chargée de mission, les missions sont très diversifiées : cela peut être des questions juridiques mais aussi des questions plus sociales. Lorsqu'elle est arrivée à SOLIHA, elle n'avait aucune compétence technique en immobilier, mais à force d'observation, d'écoute et de recherche mais aussi à travers des échanges, Dorine Branget a pu acquérir de nouvelles compétences.

Les compétences de gestion de crise acquises en Master ont également été mises en pratiques, comme par exemple : des associations qui périclitent, qui ont des problèmes financiers : comment fait-on pour éviter que plusieurs personnes soient sans emploi? Cette méthodologie acquise en gestion de crise est appliquée au quotidien, en interne mais aussi en externe, comme par exemple avec l'arrivée des Ukrainiens. Les associations ont eu beaucoup de travail puisque l'Etat a demandé aux associations SOLIHA d'accueillir des familles ukrainiennes, sans savoir si elles allaient être payé, ni comment meubler les logements par exemple. Ce fut un travail au jour le jour et heure par heure, en pilotant cela au niveau national.

Question : Quel conseil à un étudiant ?

Développer son réseau qui est le plus important pour l'intégration dans le monde professionnel. Ne pas avoir d'apriori. Plusieurs s'imaginaient à l'ONU, et finalement, peu y travaillent maintenant, mais sont tous épanouis dans leur travail actuel. Il faut donc rester ouvert aux propositions qu'on peut avoir à travers son réseau.

Discussion :

Question : *Sachant que tous les étudiants ne pourront peut-être pas tout de suite entrer en master, qu'est-ce qui est possible après une licence en sciences po ?*

Eléments de réponse de F.Hamelin, Y.Surel, J.Fretel :

Les étudiants qui entrent en science politique le sont plutôt pour un cursus de 5 ans. Après une licence de sciences politiques il peut y avoir des possibilités d'emploi mais pour s'ouvrir le maximum de possibilité au niveau des métiers il est préférable d'aller jusqu'au master. Un nombre très important d'étudiants poursuit en master, ce qui explique l'offre large et très diversifiée de master dans les universités. Il est opportun de faire un mémoire de recherche parce que de plus en plus de métiers requièrent un moment donné de sa carrière le doctorat ou doctorat professionnel. Par exemple dans le secteur de l'humanitaire, les étudiants vont s'occuper de centre d'analyse, de centre de recherche et peuvent exercer des responsabilités de haut niveau.

Question : *Y'a-t-il des entrées en L2 et L3 ? Si oui, dans quelles proportions et quels profils d'étudiants ?*

Eléments de réponse de F.Hamelin, Y.Surel, J.Fretel :

Les intervenants soulignent que très peu de places sont proposées lors de la réorientation à l'issue du premier semestre. La plupart des étudiants continuent jusqu'en L3, il y a très peu de déperditions. Il y a très peu voire aucune place à offrir en deuxième et en troisième année. Néanmoins il peut y avoir quelques élèves de classe prépa, qui n'ont pas réussi les concours, qui intègrent la L3. Il y a aussi des étudiants étrangers qui rejoignent la licence en L2 ou L3. Les intervenants sont unanimes sur le fait qu'il peut être difficile d'intégrer un cursus en cours de cycle car la science politique est une discipline, ce sont des études progressives.

Question : *Quelle est la place de la data science du numérique aujourd'hui ? Est-ce que vous formez vos étudiants à ce sujet ? Si non, est-ce que ces enseignements vont être intégrés dans les cursus à l'avenir ?*

Eléments de réponse de F.Hamelin, Y.Surel, J.Fretel :

M. Hamelin mentionne qu'à l'IEP de Fontainebleau, au sein du master politiques publiques, il y a un parcours intitulé transformation numérique des territoires. Dans ce parcours il y a des enseignements de sciences politiques classiques, mais aussi des enseignements donnés par des informaticiens du département d'informatique de l'UPEC. Par exemple, ils iront jusqu'à faire de la programmation python.

Au niveau du diplôme d'IEP, dès la première année les étudiants commencent à avoir des enseignements autour de ces questions afin de leur permettre de maîtriser un certain nombre d'outils et d'être en capacité de dialoguer, évidemment avec des techniciens. En troisième, quatrième et cinquième année, ces enseignements sont renforcés. Certains d'entre eux deviendront, des chargés de mission dans le numérique, qui sont de plus en plus demandés.

M. Fretel indique que jusqu'à présent, l'université propose des enseignements sur le numérique, l'intelligence artificielle qu'elle continue de renforcer notamment sur la transition écologique et numérique. Le projet étant de proposer aux étudiants une formation intitulée « sociologie politique du numérique » dès la licence, avec donc des dimensions historiques et aussi des dimensions très techniques. C'est pour cette raison des cours de méthode sont renforcés et notamment tout ce qui relève de l'approche quantitative. Monsieur Fretel souligne que certaines épreuves de concours de l'administration peuvent être en lien avec la transition écologique et numérique,

Question : *Après la licence en science politique, les concours sont-ils un débouché ?*

Réponse de F.Hamelin, Y.Surel, J.Fretel :

Le concours permet à terme d'avoir une sécurité, d'évoluer et d'avoir une mobilité. Quand ils sont fonctionnaires, ils ont toujours leur parachute, s'il y a une crise politique forte. Les concours peuvent être assez accessibles aux titulaires d'un master de sciences politiques qui veulent travailler en administration centrale. On remarque que les Français se présentent peu aux concours européens. Les concours européens ne se fondent pas sur l'évaluation de connaissances. Une préparation spécifique aux concours européens est recommandée et proposée dans certaines universités.

Les étudiants qui passent les concours sont titulaire d'un master. Ils peuvent préparer les grands concours généralistes ou les concours spécialisés. Par exemple, des étudiants passent le concours de directeur d'hôpital ou d'inspecteurs des impôts des finances. Certains étudiants de niveau master optent pour une, voire deux années de préparation supplémentaires pour passer les concours ensuite.

Les intervenants rappellent que de plus en plus des métiers des affaires publiques sont aussi accessibles par le biais de contractualisation. Bien que le concours reste une voie importante, ce n'est donc pas la seule voie d'accès, y compris à des professions et des métiers qui sont extrêmement intéressants.

Questions : *Quelle est la position des formations en science politique concernant l'égalité des chances ?*

Éléments de réponse de Y.Surel, J.Fretel, F.Hamelin :

Les intervenants font remarquer une sous-représentation des lycéennes et lycéens de milieux populaires. Beaucoup se disent que la science politique n'est pas pour eux, qu'elle est trop compliquée et que les débouchés sont incertains. Un important travail d'information doit donc être fait auprès des lycéens. Des lycéens peuvent être intéressés par la science politique indépendamment de leur milieu social. Des plafonds de verre sociaux doivent être cassés. L'université est le véritable lieu de la démocratisation, même si l'on constate encore des limites. Des liens privilégiés sont développés grâce aux cordées de la réussite. L'IEP de Fontainebleau s'est mis en lien par exemple avec des lycées, plutôt ruraux pour contribuer à lever certains freins.

Ce compte rendu est rédigé sous la responsabilité des rédacteurs : Auriane DESBOIS, Nicolas DIAS, Julie LAVOIE Psychologues de l'Education nationale, Lucile MOLLON, Stagiaire Psychologue de l'orientation, CIO Enseignements Supérieurs en Sorbonne